

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 20/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIC RASOIRS

422 rue du Port Salut
BP n°90475
60126 Longueil-Sainte-Marie

Références : IC-R/0299/23-JUD
Code AIOT : 0005105439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/07/2023 dans l'établissement BIC RASOIRS implanté 422 rue du Port Salut BP n°90475 60126 Longueil-Sainte-Marie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de visite quadriennale des tours aéroréfrigérantes. Elle porte sur certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIC RASOIRS
- 422 rue du Port Salut BP n°90475 60126 Longueil-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005105439
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la société BIC Rasoirs sur le site de Longueil-Sainte-Marie consiste en la production de rasoirs jetables.

Afin de pouvoir assurer le refroidissement de son process de fabrication, le site dispose depuis 2012 de deux tours aéroréfrigérante d'une puissance totale de 2560 kW. Les installations sont en fonctionnement saisonnier : les TARs et la circulation en eau sont arrêtées en période hivernale (octobre à avril).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, art. 3.7.I.1.a)	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, art. 3.1	/	Fait susceptible de suites
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, art. 3.7.I.1.b)	/	Fait susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, art. 3.7.I.3.a.	/	Sans objet
5	Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, art.3.7.I.3.e	/	Sans objet
6	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, art.3.7.I.2.c.	/	Sans objet
7	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, art.3.7.II.1.a.	/	Sans objet
8	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.5.	/	Sans objet
9	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.7.I.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La connaissance de l'exploitant sur la réglementation en vigueur est insuffisante, notamment concernant l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) qui consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés mais d'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures. Or, ces procédures nécessitent d'être mises à jour suite à la réalisation d'une AMR complète et conforme à la réglementation. L'exploitant a indiqué ne pas pouvoir se mettre en conformité rapidement sur ce point. Il est donc proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure la société BIC RASOIRS de respecter les dispositions qui lui sont applicables.

La stratégie de traitement préventif de l'eau adoptée par l'exploitant ne correspond pas à la fiche de stratégie de traitement. A ce stade, une mise en demeure relative à cette prescription n'est pas proposée car la non conformité peut être levée rapidement et aucun dépassement de légionelle n'a été constaté ces dernières années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, art. 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3.1. Surveillance de l'exploitation L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none">– les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;– les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;– les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">– les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;– la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;– les attestations de formation de ces personnes.
Constats : Le personnel de la société BIC référent des installations de refroidissement est renseigné sur un registre informatique précisant également les dernières dates de formation ainsi que les prochaines dates de recyclage. La durée de validité des formations est conforme. Sur demande de l'inspection, ce document a été complété par les missions de chaque personne référente. Par sondage, l'inspection a vérifié l'attestation de Mme PIERRA (coordinatrice HSE) : la dernière formation date du 25 septembre 2019. Les attestations de formations des personnes intervenant

pour le nettoyage annuel de la tour ont été transmises par mail du 6 juin 2023 (société NOVALAIR).

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si le personnel de la société GULDAJIL (traiteur d'eau) intervenant sur les installations de refroidissement est formé sur le risque légionelle. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer que toute personne impliquée dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce, soit formée en vue d'appréhender selon sa fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

Par mail du 18 juillet 2023, l'exploitant a transmis l'attestation de formation du traiteur d'eau intervenant sur les installations (M. LEMONNIER) datée du 24 avril 2021.

Le contenu de formation indiqué dans les attestations de présence est conforme à la prescription. En complément, la formation porte également sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*.

Fait susceptible de suite : l'exploitant n'a pas indiqué dans la liste des personnes intervenant sur les TARs, le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, à savoir : le traiteur d'eau (société GULDAJIL). Sous 30 jours à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmettra la liste de l'ensemble des personnes intervenant sur l'installation conformément à l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, art. 3.7.I.1.a)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par mail du 10 juillet 2023, l'exploitant a transmis :

- le dernier rapport de l'Analyse Méthodique des Risques du 28 mai 2013 réalisé par la société BIC ;
- la réévaluation des risques de l'installation réalisée en mai 2022 avec un plan d'actions correctives portant sur la conception et l'exploitation de l'installation.

Le rapport de l'AMR de 2013 ne contient pas les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation.

Les documents transmis n'indiquent pas les personnes ayant participé à l'AMR ou à ses révisions. L'exploitant a indiqué que seul le personnel BIC participe aux réévaluations des risques de l'installation.

L'inspection a rappelé que cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation.

De plus, le document correspondant à la réévaluation des risques de l'installation n'est pas exploitable par l'inspection.

L'inspection a pu consulter les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage des installations.
Non conformité : l'exploitant ne dispose pas d'analyse méthodique des risques (AMR) de son installation conforme à l'article 3.7.I.1.a) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. Les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation, le plan d'entretien et le plan de surveillance ne sont donc pas adaptés à la gestion du risque pour l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p>

Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le plan d'entretien était intégré dans un logiciel interne (GMAO) géré, notamment, par les personnes intervenant sur les tours de refroidissement.

La fiche de stratégie de traitement ainsi que le plan de surveillance ont pu être consultés lors de l'inspection.

Chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* fait l'objet d'une procédure particulière.

Lors de l'inspection, il a été constaté que la stratégie de traitement préventif de l'eau adoptée par l'exploitant ne correspond pas à la fiche de stratégie de traitement.

Il est rappelé à l'exploitant que, conformément au point 2 de l'article 3.7.I.1.b) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées.

L'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* doit être démontré par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

Fait susceptible de suite : l'exploitant indiquera sous 30 jours, à compter de la notification du présent rapport, les actions menées :

- modification de la stratégie de traitement mise en œuvre actuellement par l'exploitant afin de se conformer à la fiche de traitement ; Auquel cas le point 2 de l'article 3.7.I.1.b) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 doit être respecté (analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L) ;

ou

- mise en cohérence de la fiche de traitement avec la stratégie réellement mise en œuvre par l'exploitant ; Auquel cas la fiche modifiée, conforme au point 2 de l'article 3.7.I.1.b) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, sera transmise à l'inspection des installations classées.

Observations :

L'inspection n'a pas analysé la pertinence du plan de surveillance et du plan d'entretien car l'exploitant doit procéder à leur mise à jour suite à la nouvelle analyse méthodique des risques. Il a été rappelé à l'exploitant que pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. De plus, les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance.

Les procédures des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* devront également être remises à jour en fonction des changements éventuelles de la stratégie de traitement et du plan de surveillance.

Les procédures revues devront être datées et signées.

Le dernier rapport du traiteur d'eau daté du 16 juin 2023 fait état de dépassements des indicateurs de suivi et d'actions à mener afin de respecter les valeurs cibles. L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection des installations classées la preuve de mise en œuvre des actions préconisées par le traiteur ainsi que le prochain compte rendu de suivi technique dès réception.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

<p>Constats :</p> <p>Par mail du 6 juillet 2023, l'exploitant a transmis les résultats d'analyse de la concentration en Legionella pneumophila pour les deux tours de refroidissement lors de la période de fonctionnement de 2023.</p> <p>La fréquence d'analyse est respectée et les rapports indiquent que les prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L) et les résultats sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a procédé à la vérification de la transmission des résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila pour l'année 2022 et 2023. Les résultats d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées, par le biais du logiciel GIDAF, dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : c) Nettoyage préventif de l'installation : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a indiqué procéder au nettoyage annuel des tours de refroidissement avant le redémarrage de l'installation pour la période estivale. Le dernier nettoyage a été réalisé par la société NOVALAIR le 19 et 20 avril 2023. Par mail du 6 juillet 2023, l'exploitant a transmis le rapport de nettoyage qui conclut à un bon état général des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. – Actions à mener en cas de prolifération de légionelles 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent

en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;
- la date du prélèvement ;
- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en

œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ; [...]

Constats :

Par mail du 6 juillet 2023, l'exploitant a transmis un logigramme de gestion du risque légionelles. Le logigramme concernant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 100 000 UFC/l d'eau contient l'ensemble des éléments présents dans la prescription ainsi que les procédures qui y sont associées : procédure d'arrêt immédiat et analyse légionelles.

L'inspection a pu consulter le courrier devant informer immédiatement l'inspection des installations classées du dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Celui-ci contient l'ensemble des informations conformément à l'article 3.7.II.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 mais il a été demandé à l'exploitant de remettre à jour le nom des expéditeurs (directrice de site et responsable HSE). La nouvelle version du courrier a été transmise par mail du 18 juillet 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

3.5. Etat des stocks de produits dangereux

L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Objet du contrôle :

- présence du registre des stocks (nature et quantités) de produits dangereux ;
- conformité des stocks de produits dangereux présent le jour du contrôle à l'état des stocks indiqué sur le registre ;
- absence dans l'atelier de matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus pour les installations de refroidissement. Celui-ci était conforme au stock de produits dangereux présent le jour du contrôle.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stock de produits est suffisant ; - les produits sont placés sur rétention avec un volume d'une capacité suffisante ; - les pictogrammes et les dénominations des produits sont indiquées sur les contenants ; - des FDS simplifiées sont présentes ; - l'exploitant a indiqué que les FDS complètes sont disponibles sur le réseau du site ; - les EPI conformes aux FDS sont présents pour les interventions.
<p>Observations :</p> <p>Un des produits de la fiche de stratégie de traitement n'était pas présent dans les produits stockés sur le site : le PERFROMAX DC 5801 (bio dispersant permettant de lutter contre le biofilm). Par mail du 18 juillet 2023, l'exploitant a indiqué avoir commandé le produit. L'exploitant doit se rapprocher du traiteur afin de vérifier la stratégie de traitement du site (cf. point "plan de surveillance, d'entretien et de stratégie de traitement" ci-avant).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Etat des parties visuellement accessibles.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.I.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Entretien préventif de l'installation.</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini au 2.5.</p> <p>Objets du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> – vérification visuelle sur site de la propreté et du bon état de surface de l'installation ; – vérification visuelle sur site du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires lorsque celui-ci est visible ou accessible ; <p>En cas de changement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, présence d'un justificatif précisant la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour.</p>

Constats :

L'inspection a procédé à la vérification visuelle du local technique des installations de refroidissement. L'intérieur et l'extérieur du bâtiment ainsi que les réserves de produits étaient en très bon état de propreté. L'état des tours aéroréfrigérantes et des dispositifs de limitation des entraînements vésiculaires n'a pas été inspecté.

Toutefois, le dernier rapport de nettoyage témoigne du bon état général de l'installation. L'exploitant a indiqué avoir procédé à un changement des dispositifs de limitation des entraînements vésiculaires en 2021. Le justificatif précisant la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques des tours a été transmis par mail du 18 juillet 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet